

L'Equateur

Vous pouvez ajouter des titres (Format > Styles de paragraphe) qui apparaîtront dans votre table des matières.

> 17,5 millions d'habitants. 70 % de catholiques. La communauté indigène représente le quart de la population. Elle est essentiellement pauvre est composée d'agriculteurs.

> Les principales ressources du pays sont l'exportation des bananes, des crevettes, des fleurs et le tourisme. L'Equateur détient probablement le deuxième plus grand gisement mondial d'or, il sera mis en exploitation en 2024. Gisements d'argent.

Pétrole



1949

> Un tremblement de terre fait 6.000 morts.

Années 1960

> L'économie, traditionnellement agricole, est transformée par la croissance de l'industrie et la découverte de pétrole.

1972

> Coup d'Etat et dictature du général **Rodriguez Lara** (- janvier 1976). Il lance la "Révolution nationaliste" utilisant la manne pétrolière. L'industrie locale est relancée en particulier le secteur public.

Réforme agraire limitée. Les eaux territoriales sont repoussées à 200 milles marins au détriment des pêcheurs de thon nord-américains.



Général Rodriguez Lara

1973

> L'Equateur s'intègre à l'OPEP.

1975

> Les syndicats lancent des grèves autour des revendications salariales.

1976

> Pressée par les milieux d'affaires qui craignent une dérive à gauche, une partie de l'armée se soulève et destitue le général **Rodriguez Lara** qui cède la place à une junte composée de généraux des trois corps d'armée.

1979

> Départ de la junte militaire et retour d'un gouvernement civil.

Années 1990

> Les autochtones du pays – regroupés dans la CONAIE – font brutalement irruption sur la scène sociale et politique.

1993

> Code contre la violence envers les femmes.

1994

> Loi sur la maternité gratuite.

1996

> Création de *Pachakutik Nuevo Pais*.

1997

> En février, le gouvernement de **Abdala Buccaram** est renversé.

1998

> Assemblée Constituante. Les droits collectifs des peuples autochtones et afro-équatoriens sont intégrés à la Constitution, tout comme ceux des groupes LGBT.

1999

> La crise atteint son maximum avec la crise bancaire et la saisie de l'épargne de milliers d'Équatoriens, provoquant une vague d'émigration vers l'Europe et les États-Unis, dont un pourcentage important de femmes.

2000

> Le pays est emporté par une crise institutionnelle et économique alimentée par le néolibéralisme. Abandon de la monnaie nationale pour le dollar pour lutter contre l'inflation.

> En janvier, le gouvernement de **Jamil Mahuad** est renversé.

2003

> En janvier, gouvernement de **Lucio Gutiérrez** (- avril 2005)



Lucio Gutiérrez

2005

Loin de s'engager, comme il l'avait promis à ses alliés autochtones dans un programme de réformes structurelles, **Gutiérrez** se range brutalement au côté de Washington et se lance dans des politiques si antipopulaires qu'il réussit à coaliser à son encontre un très grand nombre d'opposants qui le forcent à démissionner en catastrophe en avril.

2006

> Création du parti Alianza Pais de **Rafael Correa**.

> En décembre 2006, élection à la présidence de **Rafael Correa** (premier mandat - 2013). Après des années de politiques néolibérales, le gouvernement Rafael Correa est à l'origine d'une véritable relance économique du pays, alimentée par l'entrée massive de devises provenant de la rente pétrolière en hausse. Construction de routes et de grands travaux d'infrastructure (gare autoroutière, aéroport, tramway, métro, etc.).



Rafael Correa

2007

> Les bailleurs de fonds refusent d'octroyer des prêts au gouvernement de gauche de **Rafael Correa**. Le gouvernement de l'Équateur au début de la présidence de Rafael Correa entre en conflit avec la Banque mondiale, le représentant permanent de la Banque mondiale est expulsé. Rafael Correa lance un ultimatum écologique à l'ONU : en échange de la non-exploitation des champs pétroliers de Yasuni, donc de la préservation de la forêt amazonienne, il demande aux plus gros consommateurs de pétrole sur la planète 3,6 milliards de dollars pendant une douzaine d'années, soit la moitié de ce que l'exploitation de ce pétrole est supposée apporter.

2008

> Les diverses aspirations des organisations de femmes du pays parviennent à se faire entendre au sein de l'Assemblée constituante, notamment au travers de propositions d'ajouts de droits économiques, politiques, sexuels, sociaux, culturels et environnementaux. La nouvelle Constitution de 2008 le renforcement des droits collectifs des femmes, à la notable exception cependant des droits sexuels où l'on assiste à un retour en arrière.

> Réélection de **Rafael Correa** après l'adoption de la nouvelle Constitution.



Rafael Correa

2009

> Le gouvernement procède de fait à une restructuration unilatérale d'une partie de sa dette extérieure et remporte une victoire contre ses créanciers privés, principalement des banques et des fonds d'investissement des États-Unis.

> Après le 30 septembre, le mouvement indigène de la CONAIE passe à l'action en organisant des rassemblements et des blocages de routes et de ponts contre un projet de loi sur l'eau. Des mobilisations contre le gouvernement face auxquelles le président **Rafael Correa** réagit en s'opposant d'abord à toute négociation, puis en jetant la suspicion sur le mouvement indigène en affirmant que la droite, et en particulier l'ex-président **Lucio Gutiérrez**, s'activait en son sein.

> En novembre et décembre, se développe un nouveau front social avec le mouvement de protestation dans les universités contre un projet de réforme qui vise notamment à réduire l'autonomie universitaire, qui est considérée, en Amérique latine, comme une avancée sociale irréversible et un gage d'indépendance à l'égard des pouvoirs politiques.

2010

> En juillet, une loi augmente le contrôle de l'État sur la production pétrolière. L'État possédera 100% du pétrole et du gaz extraits.

2011

> Croissance du PIB : 7,7 %

> Tournant dans la politique du gouvernement équatorien sur plusieurs fronts, tant sur le front social qu'aux niveaux de l'écologie, du commerce et de la dette.

2012

> Croissance du PIB et croissance : 4 %, chômage : 5,1%.

> La justice confirme la condamnation du groupe pétrolier étasunien Chevron pour pollution de l'Amazonie (19 milliards de dollars).

> En février 2012, l'organisation indienne CONAIE organise une marche sur Quito pour exiger une loi sur les terres et l'arrêt de l'exploitation minière à grande échelle.

2013

> En février, **Rafael Correa** (- 2017) est réélu président pour un deuxième mandat dès le premier tour (57 %) face à un banquier membre de l'Opus Dei. Son parti obtient 100 sièges sur 137 au Parlement.

> En octobre, le Parlement approuve l'exploitation pétrolière dans la réserve naturelle de Yasuni, projet contesté par les habitants indigènes de la région et les écologistes.

2014

> Traité de libre commerce avec l'Union européenne. **Rafael Correa** et son gouvernement avancent dans des négociations commerciales avec l'UE au cours desquelles ils multiplient les concessions.

> Au niveau de la dette, à partir de 2014, l'Équateur recommence à augmenter progressivement le recours aux marchés financiers internationaux.

> En décembre, **Rafael Correa** veut faire expulser la CONAIE de ses locaux ce qui amène le CADTM comme de nombreuses organisations équatoriennes et étrangères à exiger du gouvernement qu'il renonce à cette décision. Le gouvernement recule.

2015

> En août, grève générale. Les grandes manifestations sont sévèrement réprimées par le gouvernement de **Rafael Correa**.

2016

PIB et croissance : Récession. Dette de 14% du PIB, soit 14,6 milliards de dollars.

> En avril, un tremblement de terre fait 700 morts.

> Mesures gouvernementales pour pallier les effets de la baisse du prix du pétrole : hausse de la TVA de 12 % à 14 %. Retenue d'une journée de salaire pour ceux qui gagnent plus de 1000 dollars par mois.

2017

> En février 2015, élections présidentielle et législatives Après trois mandats consécutifs, **Rafael Correa** ne peut être représenté. **Lenín Moreno**, parrainé par Corraera, s'oppose à **Guillermo Lasso** (droite, ancien président de banque). Lenín Moreno est élu président au deuxième tour au mois d'avril. Le parti de Correa, Alliance Pays, conserve la majorité à l'Assemblée. Élu sous étiquette socialiste, Lenin Moreno va virer à droite.



Lenín Moreno

> Le vice-président **Jorge Glas** écope de six ans de prison pour avoir perçu 13,5 millions de dollars d'Odebrecht (géant brésilien du BTP).

> fin 2017, le gouvernement veut retirer la personnalité juridique à une organisation écologiste de gauche appelée Acción Ecológica. Il faut une vague de protestation nationale et internationale pour que finalement les autorités renoncent à cette atteinte aux libertés.

2108

> Production de 500.000 barils par jour dont plus de la moitié est exportée, ce qui représente 35 % des exportations du pays.

2019

> L'Équateur se retire de l'Opep.

> En août, manifestations de femmes pour la dépénalisation d l'avorement. Le code prévoit trois de prison en cas d'avortement.

> En octobre, la communauté indigène se mobilise contre un décret du gouvernement de **Lenin Moreno** qui provoque plus que le doublement des prix des carburants. Ce décret est pris sur injonction du FMI en échange d'un prêt de 4,2 milliards de dollars. Des foules immenses protestent dans les principales villes. Le pays est paralysé pendant 12 jours et les affrontements font 7 morts et 1.300 blessés. L'État d'urgence est décrété. Les champs pétroliers sont occupés. Le mouvement est dirigé par la Conaie (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur). Le 13 octobre 2019, le gouvernement, après avoir déplacé son siège à Guayaquil, recule et renonce à sa mesure d'austérité.

2020

> Baisse du PIB de 7,8 %. Dette globale de 63 % du PIB

> **Nemonte Nemquimo**, 34 ans, de la communauté de 4.000 Huaorani qui vit en autonomie au cœur de la forêt amazonienne, prend la tête d'un vaste mouvement citoyen pour empêcher les compagnies pétrolières comme l'européenne Shell ou l'américaine Chevron corporation de pomper le sol et de détruire l'environnement. Après des mois de combat, la chef de village remporte une victoire historique devant les tribunaux. Le conseil qu'elle préside a obligé le gouvernement équatorien à exclure son territoire d'un futur appel d'offre pétrolier.



Nemonte Nemquimo

> En février, terrible flambée de la pandémie. Les services hospitaliers sont débordés. L'économie est à l'arrêt et les habitants tentent de s'en sortir en transformant leurs habitudes de vie.

2021

15.000 morts du COVID.

> Le 7 février 2021, élection présidentielle. Pour succéder à **Lenin Moreno**, l'économiste **Andres Arauz**, dauphin de **Rafael Correa**, affronte l'ancien banquier **Guillermo Lasso**. Le candidat du parti indien Pachakutik, **Yaku Perez**, arrive en troisième position et conteste les résultats.

> L'avortement est dépénalisé en cas de viol. En Équateur, six mineures en moyenne avortent chaque jour et 80% des grossesses des filles de moins de 14 ans sont dues à la violence sexuelle.

> Le 11 avril 2021, lors du deuxième tour des élections présidentielles, **Guillermo**

Lasso (52,4 %), le candidat de la droite, devance **Andres Arauz** (47,6 %), le candidat soutenu par Rafael Correa et une partie de la gauche.

Premier président de droite depuis quatorze ans, **Guillermo Lasso** a été élu grâce à la division de la gauche car une partie importante de celle-ci, qui a perdu toute confiance dans Rafael Correa, a appelé à voter nul. **Guillermo Lasso** est soutenu par **Bolsonaro** (Brésil). **Guillermo Lasso** est membre de l'organisation catholique ultra-conservatrice Opus Dei.



Guillermo Lasso

2022

> La présence croissante en Equateur des cartels de drogues mexicains et colombiens qui infiltrent les bandes criminelles locales augmente la criminalité. La violence explose.

2023

> Le nombre d'Équatoriens qui quittent le pays est multiplié par trois.

> **Guillermo Lasso** dissout le Parlement pour éviter d'avoir à démissionner.

> En août, le député et journaliste **Fernando Villavicencio**, candidat à l'élection présidentielle qui faisait campagne contre la corruption, est assassiné au cours d'un meeting à Quito. C'était un des rares candidats qui dénonçait les liens du crime organisé avec le gouvernement.



Fernando Villavicencio

> Au premier tour de la présidentielle, la candidate de gauche **Luisa Gonzalez**, héritière du courant de Rafael Correa, est en tête avec 33 % des voix. Elle est opposée à l'homme d'affaires **Daniel Noboa** qui recueille 24 % des voix.



Luisa Gonzalez

Le vote est associé à un référendum où les électeurs se prononcent à 60 % pour la fermeture d'une exploitation pétrolière dans le parc Yasuni en Amazonie.

> En octobre, élection à la présidence de **Daniel Noboa**, un jeune patron néolibéral, avec 52 % des voix. Son père a fait fortune dans la production de bananes. Il bat **Luiza Gonzales**. Participation de 82 %. Daniel Noboa n'a pas de majorité au Parlement.



Daniel Noboa

2024

Le pays est ravagé par la violence du narcotrafic. L'Equateur est sous l'emprise des narco-trafiquants. Le taux d'homicide est grimpé à 40 pour 100.000 habitants. Il est supérieur à celui du Mexique. A cause de la violence des narcotrafiquants, la vie des habitants et de leurs enfants est extrêmement dangereuse et la plupart des gens n'osent pas parler de peur d'être assassinés. De nombreux policiers sont à la solde des gangs. Les groupes criminels contrôlent les prisons. Les chefs de gangs dirigent leurs affaires depuis leurs cellules. Les détenus doivent leur payer une protection faute de quoi ils courent le risque d'être tués. Il y a régulièrement des massacres dans les prisons, les membres des différents gangs s'entretuent. Les juges et les avocats sont l'objet de menaces et les pots de vin sont une pratique courante. Le crime organisé a infiltré les institutions à tous les niveaux. L'Equateur est en passe de devenir un narco-Etat.

> En janvier, Adolfo Macias "**Fito**", le chef du plus gros groupe de narcotrafiquants s'échappe de prison. Il s'ensuit une vague de mutineries dans les prisons.

- > Le 9 janvier, à Guayaquil, prise de journalistes en otages par un groupe de narcotrafiquants. Elle est retransmise en direct à la télévision.
- > Le 21 avril 2024, lors d'un référendum, les Equatoriens se prononcent à 65 % pour l'augmentation des moyens mis en place pour lutter contre les narcotrafiquants.
- > Le 20 juin, panne générale d'électricité dans le pays.

2025

> **Défaite du gouvernement au référendum.** Face à Noboa, avec les grandes mobilisations de la CONAIE, la Confédération des nations indigènes d'Équateur, des syndicats urbains, des collectifs écologiques, ont réussi à infliger une défaite politique cuisante au gouvernement lors du référendum de novembre, rejetant le projet de nouvelle base militaire yankee et la réforme autoritaire de la Constitution.